

M. l'Orateur: A l'ordre! Il semble encore une fois que nous nous engagions dans un débat.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): A titre de question complémentaire, monsieur l'Orateur, je demanderais au ministre de nous fournir le pourcentage de la hausse des 12 derniers mois?

L'hon. M. Gordon: Il est de 2.2 p. 100

(Français)

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire?

Si le Canada connaît une période inflationniste, l'honorable ministre déclarera-t-il, comme l'a fait le député de Saint-Jean-Iberville-Napierville (M. Dupuis), que l'inflation est due au Crédit social?

(Traduction)

L'hon. M. Gordon: C'est avec appréhension que je songe à ce qui pourrait se produire si mes honorables amis en étaient jamais chargés.

LA PROPRIÉTÉ CANADIENNE—INVESTISSEMENTS JAPONAIS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Je désire poser une question au ministre des Finances. Vu que le discours du trône et l'exposé budgétaire du ministre insistent sur la nécessité de la propriété et de la gestion de nos ressources par des Canadiens, quelle est l'attitude de l'honorable représentant face à la déclaration du premier ministre de Colombie-Britannique, de retour du Japon, qui annonce que ce pays investira 600 millions de dollars en Colombie-Britannique? Comment ce fait nouveau va-t-il influencer sur ses projets visant à assurer la propriété et la gestion canadiennes?

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): Je n'ai pas encore vu la déclaration du premier ministre de Colombie-Britannique, mais je ne manquerai pas de l'examiner.

Tandis que j'ai la parole, j'en profiterai pour dire à l'honorable représentant que je suis ravi du changement d'attitude des membres de son parti devant l'intérêt du premier ministre de Colombie-Britannique pour les affaires de banque.

M. Winch: Il n'y a pas eu de changement.
(Exclamations)

(Français)

A PROPOS DE L'ACQUISITION D'UNE SOCIÉTÉ CANADIENNE PAR UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Guy Marcoux (Québec-Montmorency): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Est-il au courant que la compagnie *Chs. E. Frosst & Co.*, de Westmount, Québec, une des rares grosses compagnies canadiennes manufacturières de produits pharmaceutiques, considère favorablement l'offre de vendre toutes ses actions des classes «A» et «B» à *Merck and Co. Inc.*, filiale d'une compagnie internationale?

(Traduction)

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): J'ai lu quelques nouvelles dans les journaux à ce propos.

(Français)

M. Marcoux: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre. Ne pourrait-il pas utiliser ses bons offices pour tenter de dissuader les dirigeants de la compagnie Frosst de vendre à Merck, avant d'avoir offert ses actions à d'autres compagnies canadiennes?

(Traduction)

L'hon. M. Gordon: La question ne me semble pas de mon ressort. On entend dire depuis quelque temps déjà, cependant, que la société Frosst est en vente. Quiconque songeait à l'acheter aurait pu, j'imagine, s'aboucher avec les principaux intéressés.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

NÉGOCIATION D'ACCORDS ENTRE LES PROVINCES ET LES ÉTATS ÉTRANGERS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Le gouvernement sait-il que le premier ministre de Colombie-Britannique prétend que la province possède entière compétence de négocier des accords internationaux concernant les richesses naturelles, qui relèvent de la compétence de la province? Quelles sont les vues du gouvernement sur ce point?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, les seuls renseignements que je possède sont ceux que j'ai pu lire dans la presse, mais ils sont tellement intéressants que je tente d'obtenir le texte de ce que le premier ministre de Colombie-Britannique a dit à ce sujet.